

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2023 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 12 mai 2023 à BIBLIOTHEQUE-NATIONALE-DE-STRASBOURG à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230512-LMF-6173028_3210

Nom de la source

Le Monde (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Vendredi 12 mai 2023

Le Monde (site web) • 1487 mots

L'élargissement de l'Union européenne ne doit pas oublier les Balkans

Marc Semo

Le processus d'adhésion à l'UE qui s'ouvre pour l'Ukraine et la Moldavie ne doit pas laisser pour compte la Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo, qui frappent à la porte de l'Union depuis deux décennies.

Une Union européenne (UE) à 35, voire 36 ou même 37 Etats membres, élargie vers l'est, mais aussi le sud-est et les Balkans, semble à terme inévitable. Mais ce nouvel élargissement, véritable big bang d'encore plus grande ampleur que celui de 2004-2007, qui avait intégré les ex-démocraties populaires d'Europe centrale et orientale, représente un véritable défi. « Le dilemme est entre un élargissement trop rapide où l'on perdrait l'Union et un élargissement trop lent où l'on perdrait l'Ukraine et les autres candidats ou candidats potentiels », explique un haut diplomate européen, reconnaissant que « personne ne sait comment faire ».

Dans un contexte marqué par le retour des rivalités de puissances et de la guerre conventionnelle de haute intensité sur le Vieux Continent, il s'annonce beaucoup plus difficile que celui qui avait suivi l'effondrement de l'empire soviétique.

« L'opération militaire spéciale » lancée

par Vladimir Poutine contre l'Ukraine a, en effet, bousculé les Européens dans leurs certitudes géopolitiques, à commencer par la France et l'Allemagne, qui tendaient à sous-estimer la réalité de la menace russe. Le sursaut a été immédiat, aussi bien au sein de l'Union européenne que de l'OTAN où, pour des raisons à la fois politiques, militaires et logistiques, la Pologne, les pays baltes et la Roumanie sont désormais aux avant-postes.

Le conflit bouleverse aussi le calendrier des élargissements jusque-là considérés avec suspicion par certaines capitales, dont notamment Paris, qui estimaient qu'en ces temps de montée des populismes xénophobes, il fallait d'abord réformer et améliorer le fonctionnement de l'Union.

La résistance de l'Ukraine nous oblige. Elle est devenue pleinement européenne par le sang versé, d'abord en 2014 en chassant par un soulèvement populaire le régime prorusse de Viktor Ianoukovitch, qui refusait l'accord d'association avec Bruxelles, puis en résis-

tant à l'invasion. Les Vingt-Sept furent ainsi unanimes, en juin 2022, à accepter les candidatures de Kiev et de Chisinau, la capitale de la petite Moldavie, un geste politiquement fort, même si le processus sera long et complexe en raison même de la guerre, de l'état de l'économie ukrainienne et du coût de la reconstruction. « Il peut sembler impossible d'intégrer l'Ukraine, mais il est encore plus impossible de ne pas le faire », aime à rappeler le politiste bulgare Ivan Krastev. Mais on ne peut oublier l'autre frontière sensible de l'Europe, celle des Balkans.

Le risque de rendre encore plus instable la région

Il s'agit donc à la fois d'intégrer ces ex-républiques soviétiques qui, telles l'Ukraine et la Moldavie, voire la Géorgie, relevaient jusque-là de la politique de voisinage, mais aussi d'accélérer le processus d'adhésion des « voisins européens », ces pays des Balkans occidentaux. Depuis deux décennies, la Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la

Documents sauvegardés

Serbie et le Kosovo cogent à la porte de l'Union ou patientent dans l'antichambre sans une claire visibilité quant à la reconnaissance de leur candidature et a fortiori de leur future adhésion une fois menées les réformes nécessaires, dont l'intégration dans leur législation des 35 chapitres de l'acquis communautaire.

« On ne peut dire oui à l'Ukraine et à la Moldavie tout en laissant le train des Balkans à l'arrêt, car cela fait vingt ans maintenant que l'UE, lors d'un sommet à Salonique, avait reconnu la perspective européenne pour ces pays, mais, depuis lors, il ne s'est pas passé grand-chose », relève Jacques Rupnik, professeur émérite au Centre de recherches internationales (CERI) de Science Po Paris et du CNRS, et spécialiste reconnu de l'Europe centrale et orientale.

Les frustrations ne peuvent que s'amplifier avec le processus accéléré qui s'ouvre pour Kiev et Chisinau, au risque de rendre encore plus instable la région. Trente ans après l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et des conflits qui l'ont accompagné, les Balkans occidentaux restent en effet un ventre mou de l'Europe, notamment pour les questions de sécurité (flux migratoires, trafics d'armes et de drogue). En outre, la Russie se fait de plus en plus active, notamment en Serbie, l'alliée traditionnelle.

L'Europe comme garantie de stabilité, d'Etat de droit et de bien-être, continue néanmoins de faire rêver les populations de la région, en particulier les plus jeunes. En témoigne le vote des électeurs du petit Monténégro (600 000 habitants) qui ont finalement, lors des élections du 2 avril, chassé du pouvoir Milo Djukanovic. Celui-ci dirigeait le pays

depuis 1990, d'abord allié puis adversaire du président serbe Slobodan Milosevic, et favorisait les activités des réseaux mafieux. Le nouveau président, Jakov Milatovic, économiste de 36 ans, a promis de mener le plus rapidement possible dans l'Union ce pays candidat à l'adhésion depuis 2010. Cela suffira-t-il à redonner du souffle aux idéaux européens dans une région qui reste stratégiquement essentielle ?

« Les dangers pour l'Union européenne de ne pas s'élargir vers les Balkans sont bien plus sérieux que les problèmes, même réels, posés par l'élargissement », reconnaît un haut diplomate européen. Les Vingt-Sept en ont bien conscience et, en juillet 2022, ils ont fait un geste en ouvrant les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. En décembre, ils ont finalement reconnu le statut de pays candidat à la Bosnie-Herzégovine, malgré notamment le caractère dysfonctionnel du mille-feuille institutionnel mis sur pied dans le cadre des accords de paix de Dayton de 1995, qui permet aux partis ethniques des trois communautés – serbe, croate et bosniaque – de maintenir leur étouffante hégémonie.

Une intégration graduelle et par étapes

La Serbie et le Kosovo attendent toujours, quant à eux, de voir reconnue leur candidature. Un quart de siècle après la guerre de libération du Kosovo menée avec le soutien de l'OTAN par la population albanophone, largement majoritaire dans cette province du sud de la Serbie, les contentieux entre les deux pays ne sont pas réglés et les tensions récurrentes, notamment sur les droits de la minorité serbe. Belgrade ne reconnaît toujours pas l'indépendance du Kosovo,

proclamée le 17 février 2008 après neuf ans de tutelle internationale. « La question du Kosovo reste cruciale, et tant qu'il n'y aura pas eu un accord entre Belgrade et Pristina, la route vers l'UE sera bloquée pour ces deux Etats, et la perspective européenne reste le seul levier pour amener les deux parties à trouver un compromis », constate Jacques Rupnik. En outre, cinq pays de l'Union européenne (Espagne, Grèce, Chypre, Slovaquie, Roumanie) se refusent toujours à reconnaître cette indépendance, par crainte de l'effet de précédent sur leurs propres minorités potentiellement indépendantistes.

Le premier ministre kosovar, Albin Kurti, affiche toujours plus son intransigeance, alimentant par contrecoup celle de Belgrade, où le très nationaliste et autoritaire président, Aleksandar Vucic, cultive l'ambivalence entre Bruxelles et Moscou, notamment en se refusant à appliquer les sanctions occidentales. Le Kremlin y voit une occasion rêvée d'utiliser la Serbie, son alliée historique, pour déstabiliser la région – et notamment la Bosnie – avec une guerre hybride attisant les tensions ethniques et mêlant désinformation, chantage au gaz, manipulation des flux migratoires. Mais ses moyens restent limités, dans une région où la plupart des pays appartiennent à l'OTAN ou en sont proches.

Il faut néanmoins agir vite et ne pas attendre l'ouverture formelle des négociations d'adhésion. « Un processus d'intégration graduel et par étapes permettrait de rendre de plus en plus concret pour les pays des Balkans occidentaux leur avenir européen, en sortant de la logique du tout ou rien », souligne Jacques Rupnik. C'est tout le sens de la Communauté politique européenne (CPE) lancée par Emmanuel Macron, en

Documents sauvegardés

mai 2022, affirmant que « l'UE ne peut pas être le seul moyen de structurer le continent ». Les pays de l'Est et du Sud-Est concernés, qui rêvent d'une véritable adhésion, restent méfiants face à cette Europe de deuxième division. Mais, peu à peu, l'idée fait son chemin. Le second sommet de la CPE se tiendra à Chisinau, le 1er juin, ce qui constitue un geste fort.

Cet article est réalisé dans le cadre de la seconde édition de La Nuit de l'Europe, organisée le samedi 13 mai 2023, de 18 h 30 à minuit, au Cardo, par Sciences Po Strasbourg, en partenariat avec « Le Monde ». La Nuit de l'Europe rassemble chercheurs, journalistes, artistes et étudiants autour des grands enjeux politiques, socio-économiques, culturels et géopolitiques. Ouvert au grand public, cet événement est gratuit et sans inscription préalable.

Pour plus d'informations : Sciencespo-strasbourg.fr

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/12/l-elargissement-de-l-union-europeenne-ne-doit-pas-oublier-les-balkans_6173028_3210.html